

## **Jadot-Hamon: non à l'amnésie, oui à la reconstruction de l'écologie politique**

« Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre » écrivait Karl Marx. En 1997, le Conseil national des Verts débat de savoir si le mouvement doit participer au gouvernement Jospin dit de « gauche pluriel ». Nous sommes deux à intervenir et pas plus à voter contre la participation (spéciale dédicace à Guillaume et Véro). Que dit-on dans les rangs ? Jamais le programme de Jospin n'a été aussi à gauche ; il y a une vraie rupture avec les années Mitterrand ; lui il a l'air honnête (véridique) ; lui il a l'air de gauche. Que disons-nous ? Ce que disent les Verts depuis au moins 1989 (mon année d'adhésion) : on ne va au gouvernement que sur un vrai accord de gouvernement (il y a) ; un vrai rapport de force à l'assemblée (il n'y a pas : il y aura... trois députés !) ; un vrai mouvement pour faire pression depuis l'extérieur (il n'y a pas). Donc, non. On connaît la suite : pendant un an et demi, la pression du mouvement social aidant, le gouvernement Jospin fait quelque réformes. A quel prix ? Qui se souvient de cette manifestation à Odéon quand le PACS – l'ancêtre du mariage pour tous – a été rejeté une première fois à l'assemblée parce que les députés socialistes ne veulent pas se mouiller pour « un truc de pédales » ? Que l'occupation du temple de Batignolles en août 1998 fut la dernière régularisation (quasi) collective obtenue ? Que Voynet ne sortit pas du gouvernement en échange d'un référendum sur le nucléaire... qui n'eut jamais lieu ?

Toute ressemblance avec ce qui se passe actuellement n'est pas due au hasard. Combien de ceux qui connaissent cette histoire préfèrent dire que c'était une réussite parce qu'ils en furent les artisans ? Combien des membres de la direction actuelle d'EELV qui a signé un accord avec Hamon connaissent cette histoire ? Yannick Jadot lui n'a pas cette excuse : quand il adhère en 1999 aux Verts dans le groupe local du 10<sup>e</sup> arrondissement dont je suis un des animateurs, il le fait dans la dynamique du succès de Cohn-Bendit aux européennes (en tête dans notre arrondissement) dont une des raisons est... la déception des électeurs de gauches face au gouvernement qui est surnommé alors de « gauche plus rien ».

Combien des dirigeants écolos de l'époque ont tiré le bilan de cet accord « formidable », « historique », comme on le disait en 1997 et on le dit aujourd'hui ? Une des raisons principales qui me fit quitter Les Verts en 2002 fut qu'aucun bilan n'en fut tiré. Il faut essayer - quitte à se planter - pour en tirer les expériences et essayer différemment la prochaine fois. Ce ne fut pas fait et EELV fait la même erreur faute d'avoir appris de l'avant-dernière fois. Car, c'est bien la même chose qui se passe.

Un accord joli sur le papier ? Aucune réflexion sur le rapport de force pour l'appliquer : que pèseront les 8 ou 10 députés qui seront reconduits ? La proportionnelle promise ? Elle l'a été dans le passé à chaque accord avec le PS, la seule fois où elle fut réalisée, c'était par Rocard pour faire entrer des députés Front National à l'Assemblée pour emmerder la droite...

Une confiance dans le partenaire de l'accord ? Où est la réflexion de fond sur ce qu'est devenu le PS, y compris dans sa partie gauche ? Globalement, un parti de dirigeants issus de la bourgeoisie et de permanents n'ayant jamais connu le monde du travail, donc ayant comme intérêt soit ceux de leur classe, soit/et celui des élites du pouvoir. Le parcours de Benoît Hamon est à ce titre un cas d'école dont on se demande pourquoi il n'intéresse pas plus la presse.

Bref, comment ne se passerait-il pas la même chose ?

Il y a une question immédiate : oui ou non à ce retrait en rase campagne qui fait que l'écologie ne serait pas présente à une élection présidentielle depuis 1974 ? Non bien sûr. A ce titre, la méthode de faire voter sans temps de débat, avec un candidat qui dit « je retire ma candidature » pour forcer la main aux votants montre que la politique autrement est un vain mot.

Une autre voie était possible. Négocier jusque au bout avec Mélenchon, le prendre au mot de ses belles déclarations d'union et prendre aux sérieux ses exigences pour un accord car elles prennent utilement en compte la question de ce parti de la trahison qu'est devenu le PS. Elle l'est toujours, et c'est au nom du « à deux pour ensuite à trois » qu'une partie des hypocrites qui soutiennent cet accord vont essayer de le faire passer.

Tout cela est encore possible dans une ambiance politique de rébellion et de dédagisme.

Mais au-delà ? EELV a failli dans sa tâche historique, avalée par la course aux postes qui se traduit par une guerre des courants paralysantes qui sélectionne les plus magouilleurs en internes à défaut des plus compétents une fois élus. Cette course au poste fait accepter n'importe quel accord avec le PS.

EELV a failli à réfléchir ce qu'était l'écologie politique dans sa profondeur historique et dans la nouveauté des enjeux, notamment dans ses dimensions de justice environnementales mondiales, de post-colonial, de neuro-colonialisme.

EELV a failli à créer un outil militant capable de mener des campagnes pour l'écologie.

Aujourd'hui, le plus grand parti écologiste est celui des militants sincères d'EELV, des anciens qui n'arrivent pas (comme moi) à se résoudre à être orphelin, des militants de l'écologie hors-parti qui pensent qu'il faut une organisation écologiste fédératrice. Si le « non » à l'accord l'emporte, la totalité de la direction majoritaire d'EELV sera désavouée et il faudra refonder ce parti. Si le « oui » l'emporte, cela signifiera la disparition d'EELV du paysage, devenu parti croupion du PS comme l'inconnu « Mouvement unitaire progressiste » de Robert Hue : et alors il faudra recréer un nouveau mouvement d'écologie politique.

Ils ont tué l'écologie politique ? Vive l'écologie politique ! Non à l'accord, oui à l'écologie politique !

Stéphane Lavignotte